

STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME 2026-2028

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et Abréviations

I. INTRODUCTION

II. Analyse du portefeuille actuel de la dette publique

A. Structure actuelle du portefeuille

B. Caractéristiques du coût et risques du portefeuille de la dette publique à fin 2025

III. Analyse des sources de financement

IV. Cadrage macro budgétaire

V. Stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2026-2028

Graphiques

1. Composition de la dette publique par devises

2. Dette extérieure bilatérale

3. Dette extérieure multilatérale

4. Profil de remboursement de la dette publique à fin 2024 (en millions de DJF)

Tableaux

1. Composition de l'encours par type de dettes

2. Composition de l'encours de la dette extérieure par créanciers

3. Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique à fin 2025

4 Tirages sur financements extérieurs

5. Caractéristiques financières des instruments stylisés

6. Données macro-économiques 2025-2028

7. Cibles stratégiques du portefeuille désiré à l'horizon 2028

8. Indicateurs coût et risques du portefeuille de la dette publique à fin 2028

9. Besoin de financement brut en 2026

10. Plan annuel de financement pour 2026

Sigles et Abréviations

APZF Autorité portuaire et des zones franches

BCD Banque Centrale de Djibouti

BID Banque Islamique de Développement

CNEP Comité National d'Endettement Public

DDP Direction de la Dette Publique

DFE Direction du Financement Extérieur

DEP Direction de l'Economie et du Plan

FAD Fonds Africain de Développement

FADES Fonds arabe pour le développement économique et social

FIDA Fonds International de Développement Agricole

FSD Fonds Saoudien de Développement

DJF Franc de Djibouti

IDA Association internationale de développement, filiale de la Banque Mondiale

MB Ministère du Budget

MEFI Ministère de l'Économie et des finances chargé de l'Industrie

PAF Plan Annuel de Financement

PIB Produit Intérieur Brut

SDMT Stratégie de gestion de la dette à moyen terme

USD Dollar des États-Unis

I. INTRODUCTION

1. Durant la dernière décennie, la mise en œuvre des investissements à grande échelle dans les infrastructures portuaires, ferroviaires, visant à transformer le pays en une

plateforme régionale de services commerciaux, logistiques et financiers, a fortement accentué le poids de la dette extérieure publique. Bien que ces projets d'infrastructures de haute valeur ajoutée aient, d'un côté, propulsé la croissance économique du pays et renforcé sa position régionale, ils ont d'un autre côté, pesé sur les vulnérabilités liées à l'endettement.

2. Conformément à la vision Djibouti 2035, les efforts d'investissement, de développement et de diversification des activités de l'économie nationale seront poursuivis dont une partie serait financée par des ressources d'emprunt. Dans ce cadre, les autorités ont choisi d'accompagner cet effort de développement par des réformes de la gestion de la dette publique qui impliquent, entre autres, le développement d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour mieux encadrer le processus de l'endettement public et l'amélioration des pratiques de gestion de la dette.

3. La SDMT 2026-2028 est la première stratégie formelle approuvée par les autorités. Elle répond au souci de disposer d'un référentiel pour le choix des financements de l'Etat et donne des lignes directrices pour assurer un financement du déficit budgétaire à travers un arbitrage entre les sources de financement internes et externes, à moindre coût et à un niveau de risque acceptable. Le présent rapport constitue un document de référence pour les départements responsables ou impliqués dans la gestion de la dette, dans leur prise de décision et de gestion des emprunts. Il participe également à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunts afin de parvenir à une composition du portefeuille de la dette publique cohérente avec les objectifs de gestion de la dette publique.

4. Les objectifs de la SDMT 2026-2028 se résument comme suit:

- Satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts et risques possibles;

- S'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables ;

- Favoriser les financements concessionnels et semi-concessionnels ;

- Contribuer à la mise en place et au développement du marché domestique des titres publics.

5. Le champ de couverture de la SDMT est limité à la dette extérieure et à la dette intérieure contractées par l'Etat. La dette extérieure comprend la dette libellée en devises contractées auprès des créanciers multilatéraux, des créanciers bilatéraux et des banques commerciales internationales. La dette intérieure comprend la dette libellée en DJF contractée auprès des banques commerciales locales. Djibouti ne dispose pas encore de marché des titres publics.

6. Presque 77% de la dette extérieure contractée par l'Etat est détenue par des établissements publics. Conformément à un accord de rétrocession signé entre l'Etat et l'Etablissement public, ce dernier assure le remboursement direct du service de la dette de ces prêts sans transiter par le budget de l'Etat. Parmi ces établissements publics figurent les établissements portuaires avec 49% de l'encours de cette dette extérieure à fin 2025, suivis par l'ONEAD (17%) et la SDCF (10%).

II. Analyse du portefeuille actuel de la dette publique à fin 2025

d'endettement public de Djibouti se situe au 31 décembre 2025 à 65,9% contre 69,1 % au 31 décembre 2024. Cette amélioration de 3,2 points de PIB reflète une croissance plus rapide du produit intérieur brut par rapport à celle de l'encours de la dette.

A. Structure actuelle du portefeuille

7. L'encours total de la dette publique s'élève à 517,8 milliards DJF à fin décembre 2025 contre 510,2 milliards DJF à fin 2024, soit une augmentation annuelle en valeur nominale de 2,8%. Rapporté au PIB (PIB 2025 : 785 700 millions DJF), le taux

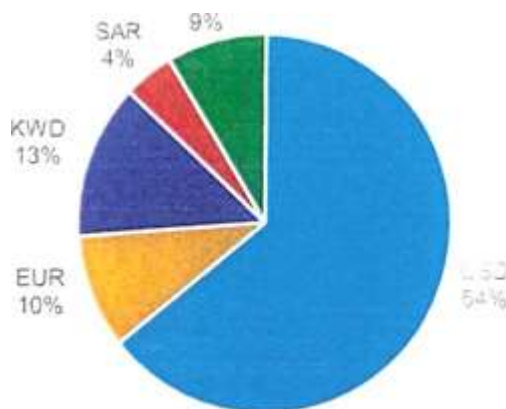
Tableau 1. Composition de l'encours par type de dettes (en millions DJF)

	2024		2025	
	Montant	Montant	Part en %	En % du PIB
Dettes intérieures	1.356,5	1.180,2	0,2%	0,1%
Dettes extérieures	508.887,0	516.607,2	99,8%	65,8%
Total Dette Publique	510.243,5	517.787,4	100%	65,9%

8. La composition du portefeuille de la dette publique en devises étrangères est dominée par le dollar US avec une part de 64%

de la dette extérieure.

Graphique 1. Composition de la dette publique par devises



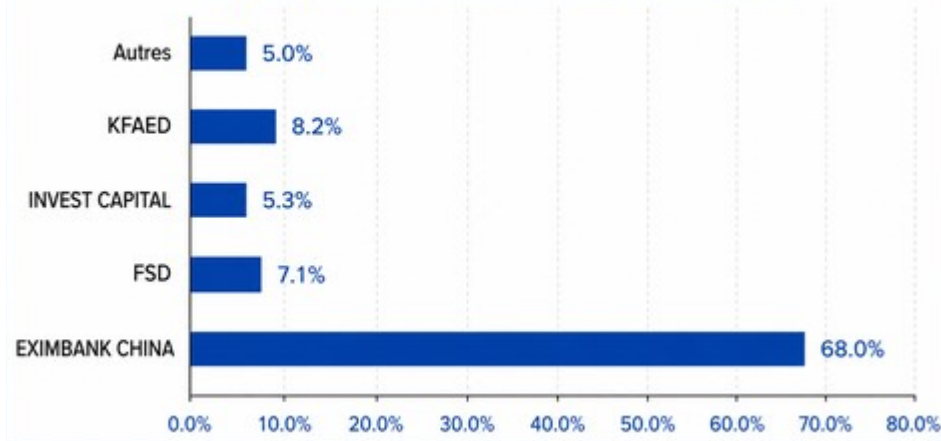
9. Au 31 décembre 2025, la structure de la dette extérieure publique se caractérise par une prédominance de la dette bilatérale représentant à hauteur de 64% par rapport aux engagements multilatéraux dont la part s'élève à 36%. Parmi les bailleurs multilatéraux, la Banque mondiale, le FADES, la Banque Africaine de Développement et la BID sont les créanciers les plus importants avec une part totale de 28.8% au

portefeuille de dette extérieure. La part importante dans la dette bilatérale est détenue par la Chine qui représente 47% de la dette extérieure et 68% de la dette bilatérale.

Tableau 2. Composition de l'encours de la dette extérieure par créanciers (en millions DJF)

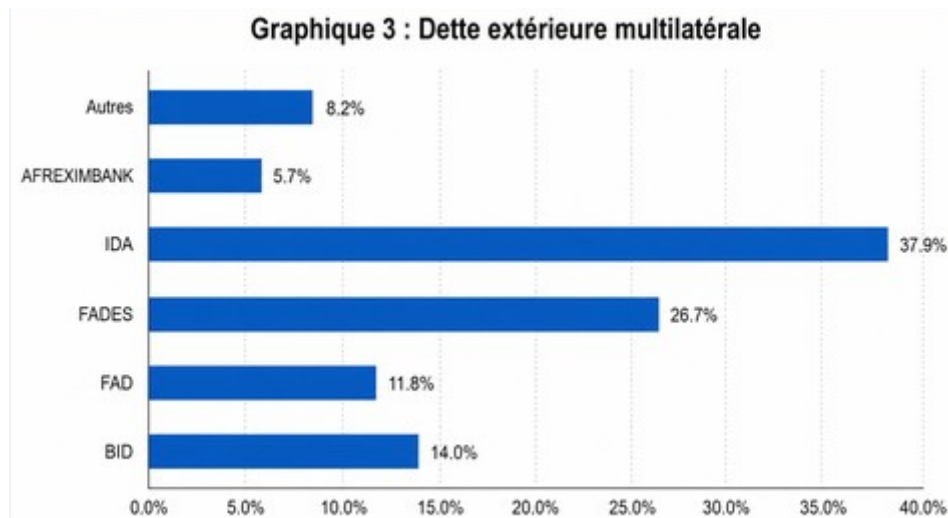
Baillleurs	Montant	Part en %
EXIMBANK CHINA	244,633,6	68,0%
FSD	22,534,1	7,1%
INVEST INTER, CAPITAL	19,253,4	5,3%
KFAED	29,257,7	8,2%
Autres	16,570,4	5,0%
Total bilatéral	332,249,2	64,3%

Graphique 2 : Dette extérieure bilatérale



BID	26,527,6	14,0%
FAD	19,082,0	11,8%
FADES	41,734,5	26,7%
IDA	61,185,9	37,9%
AFREXIMBANK	20,660,1	5,7%
Autres	15,167,8	8,2%
Total Multilatéral	184,358,0	35,7%
Total dette extérieure	516,607,2	100,0 %

Graphique 3 : Dette extérieure multilatérale



B. Caractéristiques du coût et risques du portefeuille de la dette publique à fin 2025

10. L'analyse coût et risques du portefeuille porte sur l'encours de la dette publique à fin 2025, soit un encours de 495 017,82 millions DJF (hors arriérés) (Tableau 3). Cet encours analysé est constitué de 493 837,6 millions DJF de dette extérieure, soit 98% et 1 180,2 millions DJF de dette intérieure.

11. Le coût implicite du portefeuille de la dette publique de Djibouti à fin 2025 est de 3,4% par an. Ce taux relativement faible reflète le caractère concessionnel des prêts extérieurs obtenus par Djibouti malgré la présence de certains prêts bilatéraux avec des conditions commerciales. Ces prêts représentent 23% de la dette extérieure et 33% de la dette bilatérale.

Tableau 3. Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique à fin 2025

Indicateurs de risques		Dettes	Dettes	Dettes Totales
		Extérieures	Intérieures	
Montant (en million DJF)		493 837,6	1 180,2	495 017,8
Montant (en million USD)		2 778,7	6,6	2 785,4
Dettes nominale en % du PIB		62,9	0,1	63,0
VA de la dette en % du PIB		49,7	0,1	49,8
Coût de la dette	Paiements intérêts en % du PIB	2,1	0,0	2,1
	TI, moyenne pondérée (%)	3,4	5,8	3,4
Risque de refinancement	ATM (années)	9,3	2,9	9,3
	Dettes arrivant à échéance dans un an (% du total)	5,5	15,8	5,5
	Dettes arrivant à échéance dans un an (% du PIB)	3,5	0,0	3,5
Risque de taux d'intérêt	ATR (années)	7,8	2,9	7,8
	Dettes dont le taux doit être révisé dans un an (% du total)	24,4	15,8	24,4
	Dettes à taux fixe incluant T-bills (% du total)	80,0	100,0	80,1
	T-bills (% du total)	0,0	0,0	0,0
FX risque	Dettes en devise (% de la dette totale)			99,8
	Dettes en devises à court terme (% des réserves)			40,1

12. L'analyse des risques montre que le portefeuille de la dette publique est exposé au risque de refinancement, au risque de taux d'intérêt et au risque de change. Ces risques de marché se caractérisent comme suit :

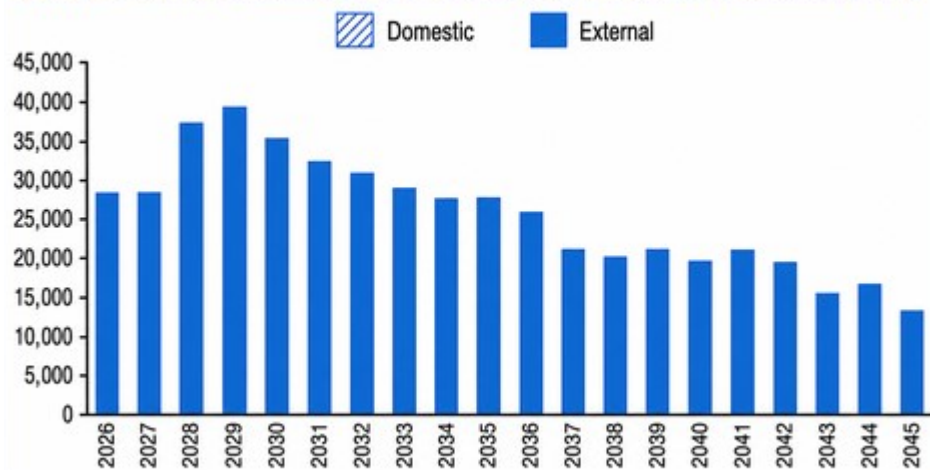
- **Risque de refinancement** : L'ATM de 9,3 ans traduit une structure d'endettement relativement longue, caractéristique d'un portefeuille majoritairement composé de financements concessionnels à long terme. Cependant, la concentration des remboursements, entre 2028 et 2031 en raison de la fin du moratoire liée à la dette chinoise, exposera le portefeuille à un amortissement important à moyen terme (Cf. Profil d'amortissement au graphique 4). Ainsi si le risque de refinancement est modéré à court terme, il demeure élevé à moyen terme, en raison du profil d'amortissement non lissé et de la dépendance persistante à la dette extérieure, notamment vis-à-vis de quelques créanciers dominants.

- **Risque de taux d'intérêt** : Le portefeuille de la dette publique est caractérisé par une proportion relativement importante de la dette bilatérale à taux variable SOFR laissant anticiper des risques de taux d'intérêt. En 2025, la dette à taux variable s'est maintenue autour de 20% du portefeuille.

L'ATR de 7,8 ans suggère que la majorité des contrats ont encore une longue période avant le prochain réajustement de taux, réduisant la sensibilité immédiate du service de la dette aux évolutions du marché. Toutefois, si les prêts à taux variable sont concentrés auprès de créanciers commerciaux tel que EXIM-BANK Chine, appliquant des marges flottantes sur le SOFR, une augmentation soutenue des taux de référence pourrait se traduire par une hausse progressive du coût moyen pondéré.

- **Risque de taux de change** : Avec près de 100 % de la dette libellée en devises étrangères, la dette publique reste hautement exposée aux fluctuations des monnaies de financement. Cependant, au regard du régime de currency board, l'exposition du franc djiboutien au dollar américain s'avère sans risque (177,72 DJF/USD) et assure une stabilité vis-à-vis du dollar mais n'élimine pas totalement les risques liés à la diversité monétaire des créances.

Graphique 4. Profil de remboursement de la dette publique à fin 2025 (en millions de DJF)



III. Analyse des sources de financement

A- Sources de financement extérieures

13. Le budget de l'Etat finance une partie importante de sa dette publique à partir de sources extérieures concessionnelles.

Ces sources de financement extérieures proviennent essentiellement de créanciers bilatéraux et multilatéraux, dominés par la Banque mondiale (IDA) et la Banque islamique de développement (BID), le Fonds Saoudien de Développement (FSD) et le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES). Sur la période 2023-2025, la dette bilatérale reste

totallement concentrée sur les prêts du FSD, tandis que les financements multilatéraux sont assurés par l'IDA, le FAD, la BID, le FIDA et le FADES. Toutefois, l'entrée ponctuelle d'institutions comme AFREXIMBANK et Invest Inter. Capital en 2023 pour des montants significatifs témoigne d'une diversification progressive

vers des financements commerciaux, qui, bien que plus coûteux, offrent une flexibilité accrue mais accroissent les risques de viabilité à moyen terme. Le tableau 4 reprend les financements extérieurs mobilisés sur la période 2023-2025.

Tableau 4. Tirages sur financements extérieurs (millions DJF)

	2023	2024	2025	
			Montant	Part en %
Dette bilatérale	2 093	3 626	6 859	3954
CHINE	0	0	0	0%
FSD	2 093	3 626	6 859	39%
Dette multilatérale	52 189	11 497	10 668	61%
FADES	0	1 694	0	0%
IDA	875	6 699	7 440	42%
BAD	704	393	123	1%
BID	2 108	2 364	2 531	15%
FIDA	730	348	474	3%
AFREXIM BANK	25 176	0	0	0%
INVEST INTER. CAPITAL	14 756	0	0	0%
Total	54 282	15 124	17 527	100.0%

14. Analysées par instruments stylisés, les sources de la dette extérieure présentent les caractéristiques financières résumées

au tableau 5 ci-après.

Tableau 5. Caractéristiques financières des instruments stylisés

Instruments Stylisés	Devise	Maturité	Période de grâce	Taux d'intérêt indicatif
IDA/FAD/FIDA-FIXE	SDR	40	10	0,75%
MultConcess-FIXE	USD	25	5	0,25%
Mult-SemConcess-FIXE	USD	20	5	2,00%
BilatConcess-FIXE	USD	30	5	1,43%
BIL-SemConcess-FIXE	USD	20	5	0,07%
EXIMBANK_Inde_Chine-VAR-	USD	15	5	SOFR +2,55%
Bil-Comm-FIXE	USD	7	2	5,75%
Bil-Comm-VAR	EUR	13	3	SOFR +1,85%

B- Sources de financement intérieures

15. Jusqu'à présent la dette intérieure représente une très faible proportion dans le mix de financement du budget de l'Etat, avec une absence de marché obligataire en monnaie locale. Cette dépendance aux financements extérieurs est au centre des préoccupations des autorités qui compte instituer dans les prochaines années un marché des titres publics qui pourrait constituer une alternative additionnelle de financement et de développement de l'économie nationale.

IV. Cadrage macro budgétaire

16. L'économie djiboutienne a affiché une résilience malgré les chocs régionaux et internationaux. Grâce à sa position géostratégique sur la mer Rouge et à des investissements massifs dans les infrastructures portuaires, ferroviaires et logistiques, Djibouti a enregistré au cours de la dernière décennie une croissance annuelle moyenne de 6%, ayant permis de doubler le PIB par habitant entre 2013 et 2023. En 2024, la croissance réelle du PIB a atteint 7%, soutenue par une forte expansion du transbordement portuaire (+98%), une reprise de la construction, du commerce, des télécommunications et du tourisme. L'activité économique a bénéficié du détournement des flux maritimes liés aux tensions en mer Rouge consolidant le rôle de Djibouti comme hub régional du commerce entre Afrique et l'Asie. La croissance réelle du PIB est estimée à 6,5% en 2025 et 6,7% en moyenne sur la période 2026-2028.

17. L'inflation est restée contenue à 2,1% en moyenne en 2024, grâce à la détente des prix mondiaux des produits alimentaires et énergétiques, et à la transmission efficace de cette baisse aux prix domestiques. La politique de caisse d'émission liant le franc djiboutien au dollar américain (177,72 DJF/USD) a contribué à préserver la stabilité des prix et à maintenir la confiance dans la monnaie. L'inflation est quasi nulle en 2025 et devrait atteindre 1,4% en moyenne sur la période de 2026-2029.

18. Sur le plan budgétaire, le solde global a été ramené à 2,3% du PIB en 2025 et 2,2% en moyenne sur la période 2026-2028. Les autorités ont mené un effort de consolidation par la réduction des dépenses d'investissement et la hausse des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés et des dividendes des entreprises publiques ce qui a permis de mieux maîtriser le solde budgétaire.

Les données du cadrage macroéconomique se résument ainsi.

Tableau 6. Données macro-économiques 2025-2028 (en millions de DJF)

	LFR 2025	LFI 2026	Prévisions	
			2027	2028
Recettes publiques (dons inclus)	158 870,4	163 397,3	167 352	170 927
Dépenses publiques primaires	150 223,2	154 009,2	168 053	173 621
Dépenses publiques totales	152 625,7	156 722,8	169 898	175 082
Charges d'intérêts	2 402,5	2 713,6	1 845	1 461
PIB nominal	785 700	853 500	922 700	993 900

Source DEP

V. Stratégie de gestion de la dette sur la période 2026-2028

A. Les orientations de la stratégie de financement 2026-2028

19. Le choix de la stratégie a été orientée par le compromis coûts et risques et les contraintes de disponibilité des sources de financement. Dans cette optique plusieurs stratégies ont été analysées à l'aide de l'outil analytique de la SDMT pour comparer leurs coûts et risques selon des scénarios de référence et de chocs. Les principales vulnérabilités identifiées dans le portefeuille de la dette publique à fin 2025 qui sont le risque de refinancement, le risque de taux d'intérêt et la dépendance aux financements extérieurs ont également guidé le choix de la stratégie de la dette à moyen terme.

20. Au cours des trois prochaines années, la stratégie de la dette publique menée par l'Etat sera basée sur les orientations suivantes :

- Continuer à privilégier les financements concessionnels et semi-concessionnels disponibles auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux avec une préférence aux emprunts à taux d'intérêt fixe ;
- Rechercher de nouvelles sources et opportunités des financements concessionnels ;
- En fonction des conditions du marché, des besoins de financement identifiés et de la nature du projet, l'Etat pourrait aussi recourir, de manière exceptionnelle aux prêts non concessionnel ;

- Poursuivre le processus de restructuration de la dette commerciale avec certains bailleurs pour réduire le risque de refinancement dans le portefeuille de la dette ;
- Poursuivre l'effort d'apurement des arriérés de la dette extérieure pour renforcer la confiance des partenaires financiers de l'Etat.

21. S'agissant du financement intérieur, l'Etat accorde une priorité à l'instauration d'un marché intérieur des titres publics. Ce marché devrait être opérationnel durant la période couverte par la stratégie afin de favoriser la diversification des sources d'emprunt grâce à un accès au financement domestique. L'objectif fixé est d'initier le lancement de ce marché à partir de l'année 2027 et permettre, dans une première étape, l'émission des titres publics pour des montants symboliques et des maturités courtes.

22. Les cibles stratégiques quantitatives présentées dans le tableau 6 ci-dessous seront visées à l'horizon 2028. L'observation de ces cibles stratégiques permettra de vérifier chaque année que les vulnérabilités principales du portefeuille actuel diminuent, tendant ainsi vers le portefeuille de dette aux caractéristiques désirées de coût et de risques.

Tableau 7. Cibles stratégiques du portefeuille désiré à l'horizon 2028

Cibles stratégiques	Valeur ou fourchette à atteindre en 2028	Valeur au 31 décembre 2025
Part de la dette à taux variable dans le portefeuille	Inférieur à 18%	20%
ATM Total du Portefeuille (années)	>9,5	9,3

23. C'est ainsi que sur la période de la stratégie (2026 à 2028), les autorités prévoient de mobiliser les financements extérieurs à travers un mix de ressources multilatérales et bilatérales. Les institutions multilatérales continueront de jouer un rôle central, en fournissant des prêts à conditions concessionnelles, avec des taux faibles (1 à 2 %) et des maturités longues (20 à 40 ans). En parallèle, les créanciers bilatéraux, principalement le FSD, Fonds Koweïtien, Fonds d'Abu Dhabi et la Chine, devraient maintenir leurs appuis à des conditions concessionnelles et semi-concessionnelles. Le recours au financement commercial auprès d'acteurs tels que EXIMBANK Chine, EXIMBANK INDE, AFREXIMBANK reste exceptionnel et sera retenu en concertation avec les partenaires financiers de Djibouti dans l'objectif de préserver la viabilité de la dette.

24. Les indicateurs Indicateurs de coût et risques du portefeuille de la dette à l'horizon 2028 se présente ci-après (Tableau 7).

Tableau 8. Indicateurs coût et risques du portefeuille de la dette publique à fin 2028.

Indicateur de cout et risques		A fin 2025	A fin 2028
Dette nominale en pourcentage du PIB		62,9	49,7
Valeur actualisée de la dette en pourcentage du PIB		49,7	38,1
Paiements d'intérêt implicite, moyenne pondérée (%)		2,1	1,7
Taux d'intérêt implicite, moyenne pondérée (%)		3,4	3,2
Risque de refinancement	Dette arrivant à échéance dans un an (%du total)	5,5	9,6
	Dette arrivant à échéance dans un an (% du PIB)	3,5	4,7
	ATM Extérieur du Portefeuille (années)	9,3	10,2
	ATM Intérieur du Portefeuille (années)	2,9	0,6
	ATM Total du Portefeuille (années)	9,3	10,0
Risque de taux d'intérêt	ATR (années)	7,8	9,0
	Dette dont le taux doit être révisé dans un an (% du total)	24,4	24,2
	Dette à taux fixe incluant T-bills (% du total)	80,0	83,6
	T-bills (% du total)	0,0	1,7
Risque de change	Dette en devises (% total dette)	99,8	98,1

B. Plan annuel de financement de 2026

25. En 2026, le besoin brut de financement du budget de l'Etat

est estimé à environ 1,04% du PIB, soit un montant de 8 903 millions DJF.

Tableau 9. Besoin de financement brut en 2026 (millions de DJF)

Solde primaire	9 388,1
Intérêts	-2 713,6
Remboursement Principal de la dette	-15 577,5
Besoins bruts de financement	-8 903
Source. LFI 2026	

26. Le plan annuel de financement (PAF) de 2026 décrit la manière dont la SDMT sera mise en œuvre au cours de la première année. Il indique les montants nominaux qui doivent être empruntés durant l'année par catégorie d'instrument pour couvrir le besoin de financement de 2026. Sur la base des orientations

de la stratégie, le besoin de financement pour 2026 sera comblé à 100% par les sources extérieures avec 80% par des emprunts multilatéraux et 20% d'emprunts bilatéraux. Le tableau 8 ci-dessous illustre le PAF.

Tableau 10. Plan annuel de financement pour 2026 (en millions DJF)

Source	Créanciers	2026
Extérieure	Multilatéraux	7123
	IDA-FAD-FIDA	4 550
	BID, FADES, BEI	2 450
	Autres	123
	Bilatéraux	1780
	FSD, KFAED	1700
	Autres	80
Total		8 903

C. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

27. Pour une mise en oeuvre réussie de la stratégie de la dette, les autorités s'engagent à privilégier les financements extérieurs concessionnels et semi-concessionnels. A cet effet, les autorités compétentes feront l'effort nécessaire pour maximiser la recherche et la mobilisation des financements concessionnels. Cet effort suppose le maintien d'un accès privilégié aux financements concessionnels auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux, notamment la Banque mondiale, la BID, le FADES et les fonds arabes, dans le respect des plafonds d'endettement convenus avec ses partenaires financiers. Elles devraient aussi solliciter des appuis bilatéraux concessionnels pour compenser d'éventuelles baisses des financements multilatéraux.

28. Les autorités veilleront aussi à préserver un équilibre entre emprunts et dons et limiter le recours aux prêts non concessionnels pour préserver la viabilité de la dette. Les emprunts

commerciaux devront demeurer un recours de dernier ressort, strictement réservés à un petit nombre de projets à forte rentabilité économique et en commun accord avec les partenaires financiers de Djibouti.

29. Afin d'établir un marché intérieur des titres publics, une feuille de route identifiant les prérequis et les réformes nécessaires sera approuvée en 2026. Cette feuille de route sera élaborée avec la collaboration des partenaires techniques de Djibouti. Ce projet constitue une priorité pour le gouvernement et bénéficiera du soutien de l'ensemble des départements concernés.

30. La stratégie sera évaluée chaque année et au besoin, des ajustements pourraient être apportés à la composition du financement afin d'atteindre les cibles prévues. Les résultats de cette évaluation et les ajustements éventuels seront inclus et publiés dans le document de la stratégie actualisée.

Elle pourrait être revue en cas de changements importants du contexte macro-budgétaire et/ou des conditions de marché.

31. Sur le plan institutionnel, le Comité national de la dette publique (CNEP) jouera un rôle important dans la coordination de la SDMT. Son rôle sera essentiel pour l'analyse et l'approbation des nouveaux financements, le suivi de la mise en œuvre de la stratégie et son actualisation. Un CNEP fonctionnel et efficace est essentiel pour traiter les questions de viabilité de la dette et superviser la mise en œuvre des réformes et du plan de financement.

32. La réussite de la stratégie repose également sur un reporting de la dette rigoureux et efficace. La transparence des opérations, la publication régulière des bulletins, l'élaboration du rapport annuel de la dette ainsi que le rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la SDMT contribuent à renforcer la confiance des partenaires et à assurer une coopération durable.
